



**MARCHÉ PRESTATIONS DE CONCEPTION, DE
COMMERCIALISATION ET DE GESTION DES
HOSPITALITÉS SUR LES CHAMPIONNATS D'EUROPE
2026 (Ref. MAPA-CEN2026-03)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

MARCHÉ PRESTATIONS DE CONCEPTION, DE COMMERCIALISATION ET DE GESTION DES HOSPITALITÉS SUR LES CHAMPIONNATS D'EUROPE 2026 (Ref. MAPA-CEN2026-03)	1
PRÉAMBULE	4
ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - CONTEXTE DE L'ÉVÉNEMENT	4
PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES	5
ARTICLE 1 - PRINCIPES ET BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICE - HOSPITALITÉ	5
ARTICLE 2 - DESCRIPTIF DE LA PRESTATION ATTENDUE	5
2.1 CONCEPTION ET PILOTAGE	5
2.2 AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION	5
2.3 RESTAURATION ET BOISSONS (TRAITEUR)	5
2.4 OFFRE ET COMMERCIALISATION DES PACKAGES	6
2.5 LIVRABLES ATTENDUS	6
2.6 COMPÉTENCES ATTENDUES	7
2.7 BUDGET ET MODÈLE ÉCONOMIQUE	7
ARTICLE 3 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 4 - CLAUSE SOCIALE	8
PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES	9
ARTICLE 1 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	9
1.1 ALLOTISSEMENT	9
1.2 LIEU D'EXÉCUTION	9
1.3 ÉTENDUE DU MARCHÉ	9
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
ARTICLE 4 - MODALITÉ D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES	10
4.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION	10
4.2.1 Mise en place de l'équipe technique	10
4.2.2 Remplacement des intervenants	10
4.2.3 Exigences relatives aux prestations	10
4.3.1 Agréments et habilitations	11
4.3.2 Obligation de résultat	11
4.3.3 Obligation de confidentialité	11
4.3.4 Responsabilité du titulaire	12
4.3.5 Réparation des dommages	13
4.3.6 Assurances	13
4.3.7 Conseils	13
ARTICLE 5 - TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL	14
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
7.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	15
7.2 ADMISSION	16
7.3 AJOURNEMENT	16

7.4 RÉFACTION	16
7.5 REJET	16
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE FACTURATION	17
ARTICLE 9 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ	17
ARTICLE 10 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	18
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	19
11.1 LANGUE	19
11.2 GROUPEMENT	19
ARTICLE 12 - RESILIATION	19
12.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	19
12.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	19
12.2 DÉCOMPTÉ DE RÉSILIATION	20
12.2.1 Au débit du titulaire	20
12.2.2 Au crédit du titulaire	20
ARTICLE 13 - CONTENTIEUX	21

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur de ce marché est :

La Fédération Française de Natation (FFN)

104 Rue Martre

92110 CLICHY

Elle est représentée par son président.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la sélection d'un prestataire unique ou d'un groupement chargé de concevoir, commercialiser et gérer le dispositif d'hospitalité des Championnats d'Europe de Natation 2026 (CEN 26) au Centre Aquatique Olympique - Métropole du Grand Paris (CAO-MGP) situé à Saint-Denis (93), du 31 juillet au 16 août 2026, sous l'égide de European Aquatics (EA) et de la FFN.

ARTICLE 3 – CONTEXTE DE L'ÉVÉNEMENT

Les CEN 26 rassemblent plus de 1100 athlètes issus de 50 fédérations nationales, sur 5 disciplines (natation, plongeon, natation artistique, eau libre, high-diving).

L'événement devrait accueillir :

- Plus de 100 000 spectateurs sur toute la durée ;
- Entre 4 000 et 7 000 spectateurs Hospitalité au CAO MGP ;
- Entre 1 000 et 3 000 invités VIP (European Aquatics, FFN, collectivités, partenaires...) au CAO MGP ;
- Des millions de téléspectateurs.

L'Hospitalité doit devenir un vecteur fort de rayonnement et de financement pour l'événement, en s'appuyant sur une offre attractive, structurée et économiquement viable.

A noter : les invités VIP devront avoir accès aux espaces ainsi qu'aux offres de restauration et boissons Hospitalité. Il est entendu que la FFN apportera une compensation dont le montant est à définir pour les prestations F&B de ses propres invités.

PARTIE 1 – CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 1 – PRINCIPES ET BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICE – HOSPITALITÉ

La FFN veille à respecter un certain nombre de principes et bonnes pratiques :

- Le titulaire ne prend aucune décision administrative. Il propose plusieurs scénarios à la FFN en s'appuyant sur des informations factuelles et non orientées ;
- Aucun doute ne doit être entretenu concernant la qualité de prestataire, tant en interne que vis-à-vis des tiers ;
- Des comités de pilotage réguliers entre la FFN et le prestataire sont organisés (cadre – points d'étape – prises de décisions)
- Autant que possible des agents du service sont intégrés à l'équipe projet afin de garantir le transfert de compétences et la capitalisation des connaissances ;
- Toute mission doit faire l'objet à son terme d'une évaluation sur la qualité du service rendu par le prestataire et sur l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DE LA PRESTATION ATTENDUE

2.1 CONCEPTION ET PILOTAGE

- Élaboration d'un dispositif clé en main d'hospitalités (positionnement, storytelling, expérience client, identité visuelle) ;
- Conception et aménagement des espaces d'Hospitalité ;
- Coordination avec les équipes de la cellule d'organisation des CEN 26 (COCEN) et les prestataires techniques ;
- Planification, gestion opérationnelle et suivi budgétaire ;
- Intégration des enjeux de durabilité, inclusion et accessibilité.

2.2 AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION

- Dimensionner, recruter et former les équipes opérationnelles (accueil, conciergerie, animation, supervision, qualité) ;
- Déployer les procédures (ouverture/fermeture, contrôle d'accès, propreté, gestion des flux, incidents) ;
- Garantir la continuité de service selon les horaires d'événement.

2.3 RESTAURATION ET BOISSONS (TRAITEUR)

Le prestataire sera responsable de la conception, production et gestion de l'offre traiteur sur l'ensemble du périmètre Hospitalité.

Les prestations attendues incluent :

- Proposition d'une offre de restauration et boissons de qualité à destination des clients Hospitalités et autres invités VIP, à adapter selon les moments de la journée et de la compétition ;
- Intégration d'une démarche durable : limitation du gaspillage, vaisselle réutilisable, tri des déchets, approvisionnement local et responsable ;
- Coordination logistique : stockage, transport, sécurité alimentaire, traçabilité et conformité aux normes en vigueur.

Le prestataire pourra s'appuyer, le cas échéant, sur le traiteur officiel de l'événement, sur un traiteur partenaire qu'il aura identifié, ou proposer un service intégré au sein de sa propre structure.

2.4 OFFRE ET COMMERCIALISATION DES PACKAGES

Le prestataire sera responsable de la conception, du marketing et de la vente des packages Hospitalité, comprenant notamment :

- Accueil personnalisé ;
- Accès premium aux compétitions ;
- Restauration et boissons haut de gamme ;
- Rencontres avec des athlètes ou personnalités ;
- Expériences exclusives et cadeaux invités (visites des coulisses, animations, séances d'entraînement, cérémonies).

Il devra :

- Concevoir une grille d'offres en cohérence avec les précédents championnats d'Europe / du Monde de natation et avec les événements sportifs de catégorie similaire, avec des options activables si pertinent ;
- Définir une stratégie commerciale : cibles, canaux, supports, argumentaires, relations B2B/B2C ;
- Mettre en œuvre la commercialisation (prospection, vente, service client, facturation) ;
- Assurer le reporting commercial auprès de la COCEN ;
- Assurer la gestion et la distribution des billets en s'appuyant sur l'outil de billetterie de la FFN.

2.5 LIVRABLES ATTENDUS

- Présentation de la méthodologie : vision, gouvernance et organisation, mode de collaboration, plan de pilotage ;
- Concept Hospitalité en lien avec l'univers aquatique ;
- Proposition traiteur : menus, gestion logistique ;
- Stratégie commerciale détaillée : segmentation, plan d'actions, supports de vente, prévision de volumes et revenus.

La FFN attend du prestataire une qualité de service homogène, respectant les standards internationaux de compétition et prenant en compte le confort, la sécurité, l'hygiène et les besoins opérationnels des différentes populations.

Le prestataire devra répondre à des exigences de transparence, de réactivité et d'optimisation budgétaire.

2.6 COMPÉTENCES ATTENDUES

Le prestataire devra justifier :

- D'une expérience avérée dans l'Hospitalité sportive ou événementielle internationale ;
- D'une expertise commerciale B2B et B2C (vente de packages, partenariats, billetterie) ;
- D'une capacité à gérer un projet clé en main, de la conception à la vente ;
- D'une approche responsable (impact social et environnemental maîtrisé).

2.7 BUDGET ET MODÈLE ÉCONOMIQUE

Les candidats sont tenus de présenter une offre financière structurée, claire et lisible, mettant en évidence le modèle économique à travers lequel ils assurent leur rémunération, tout en étant le plus avantageux pour la FFN.

Les candidats présentent un modèle économique clair et lisible, optimisant la valeur nette pour la FFN, structuré comme suit :

a) Compensation FFN – espaces VIP réservés

La FFN verse au titulaire une compensation pour les prestations F&B et la gestion opérationnelle de ses propres invités (VIP et population accréditée), d'un montant maximum de 145 000 € HT (valeur non contractuelle, à préciser et justifier dans l'offre).

b) Commercialisation des packages

Le titulaire devra fournir un schéma financier dans lequel, à travers la vente des packages Hospitalité combinant places Premium et prestations F&B/expérience, il se rémunère pour

l'ensemble de ses activités (conceptualisation, commercialisation et gestion des hospitalités) et assure un revenu à la FFN pour un montant minimum de 300 000€ HT.

Le titulaire détaillera dans son schéma financier la part fixe et / ou variable du revenu pour la FFN (selon le modèle économique retenu : achat de places, reversement à la FFN (ou commission en faveur du titulaire) calculé(e) sur le chiffre d'affaires HT Hospitalités tel que défini au CCP...).

Les candidats décrivent les flux d'encaissement (outil billetterie FFN), la reddition mensuelle (volumes, prix, remises, panier moyen, taux d'occupation), le calendrier de reversement.

c) Scénarios et valeur nette pour la FFN

L'offre inclut trois scénarios (pessimiste / réaliste / optimiste) détaillant volumes, prix moyens, taux d'occupation, et indiquant la valeur nette pour la FFN après compensation des flux.

ARTICLE 3 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Soucieuse de réduire l'empreinte environnementale de ses achats, l'acheteur intègre des exigences environnementales destinées à promouvoir des prestations écoresponsables tout au long de l'exécution du marché.

À ce titre, le titulaire s'engage à adopter une démarche proactive d'amélioration continue de la performance environnementale des produits et services mobilisés, notamment en amont de chaque projet, où il devra être force de proposition sur ce sujet. Pendant toute la durée d'exécution des prestations, il veille au respect de ces engagements et fournit, à la demande de l'acheteur, tout élément de preuve nécessaire.

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage pleinement sur les points suivants :

- Réduction de l'empreinte carbone (transports, emballages, etc.)
- Réduction des déchets et tri systématique
- Limitation du gaspillage alimentaire
- Optimisation des achats (seconde vie, recyclage, réemploi)
- Suppression ou remplacement des emballages à usage unique.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Lorsque les prestations réalisées intègrent des services de restauration et de traiteur, le titulaire devra s'engager à proposer des solutions en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire et de gestion des déchets et/ou à se conformer aux dispositifs mis en place par la FFN.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de la Fédération, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 10% du montant de la commande par « non-conformité » constatée.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de la Fédération, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

ARTICLE 4 - CLAUSE SOCIALE

La Fédération a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une clause sociale constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra :

- fournir les données nécessaires à la réalisation des bilans de l'événement conformément aux demandes de la Fédération notamment sur les bilans carbone et les études d'impact ;
- Participer à l'enquête de satisfaction des prestataires ;
- Intégrer les engagements de la Fédération en matières de lutte contre toutes les discriminations et de promotion de l'égalité femmes-hommes à l'ensemble de ses prestations ;
- Relayer les programmes de sensibilisation et d'informations de la Fédération auprès de ses équipes opérationnelles.

PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.2 LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations pourront, selon la prestation, être effectuées en présentiel dans les locaux du commanditaire (siège de la FFN ou CAO MGP), à distance, en télétravail et par l'utilisation d'outils de visioconférence ou audioconférence ou dans tout autre lieu au sein duquel la FFN exerce ses missions, et sur les sites de compétitions pendant les opérations.

Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de la Fédération en cours d'exécution du marché, il encourt les sanctions prévues à l'article "Résiliation".

1.3 ÉTENDUE DU MARCHÉ

La Fédération peut conclure avec d'autres opérateurs économiques sur des prestations similaires à celle prévue au présent marché dès lors qu'elles ne concernent pas l'organisation des championnats d'Europe ou dès lors que le prestataire n'est pas en mesure de répondre à la commande de la Fédération, dans les délais impartis.

Le marché pourra être modifié si des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, deviennent nécessaires et ne figurent pas dans la présente consultation, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché se définit comme suit : 10 mois maximum sans reconduction.

Le présent marché prenant fin à l'issue des CEN 2026, après réalisation d'un nécessaire bilan des opérations.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le règlement de consultation et le cahier des clauses particulières (CCP)
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par la Fédération au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

ARTICLE 4 – MODALITÉ D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES

Dès la notification du marché, la FFN désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques pourront être habilitées par la FFN en cours d'exécution du contrat. La FFN notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

4.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION

4.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à la prestation laquelle figure dans son offre technique.

4.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre.

Au cours d'une prestation, en cas de départ ou d'indisponibilité d'un ou de plusieurs de ses intervenants, le titulaire doit en proposer le remplacement. Pour tout remplacement dans son équipe, il doit présenter immédiatement à la FFN un collaborateur avec un profil équivalent à celui indiqué dans son offre. Il communique à la Fédération les profils et compétences de la nouvelle équipe et/ou de la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le titulaire s'engage à assurer la formation de tout remplaçant.

A tout moment, la FFN a la possibilité de demander le changement d'un membre de l'équipe du titulaire. Le bénéficiaire informe le titulaire par écrit des motifs de cette demande.

Dans l'ensemble de ces cas, le titulaire propose à la FFN, dans les 10 jours calendaires avant la prise d'effet de la modification, d'intégration ou de départ d'un intervenant, ou 10 jours calendaires suivants la demande de remplacement, un profil équivalent qui est soumis à son approbation.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

4.2.3 Exigences relatives aux prestations

Une réunion de lancement aura lieu après l'attribution du marché. Elle aura notamment pour objet de :

- présenter l'organisation des Championnats d'Europe 2026,
- préciser les règles d'engagement des prestations et les modalités de facturation,
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener,
- rappeler la nature des prestations et le planning associé,
- agréer les modalités de communication avec le titulaire,
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation envers les titulaires.

La Fédération s'engage à mettre à disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans les clauses techniques conformément aux décisions prises lors des réunions de lancement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Prestataire s'engage à participer aux réunions de suivi organisées par la Fédération et/ou avec d'autres prestataires intervenant sur le projet.

Ces réunions pourront être tenues en présentiel ou en visioconférence, selon les besoins et les décisions de la Fédération. Le calendrier, la fréquence et l'ordre du jour de ces réunions seront communiqués au Prestataire avec un préavis raisonnable.

La participation du Prestataire à ces réunions est obligatoire. Toute absence devra être préalablement signalée et dûment justifiée auprès de la Fédération.

Les frais liés à la participation à ces réunions (y compris déplacements, temps de présence, préparation et suivi) sont réputés inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le Soumissionnaire dans son offre financière. Aucune rémunération complémentaire ne pourra être exigée à ce titre.

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants éventuels les clauses du présent marché.

4.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.3.1 Agréments et habilitations

Le titulaire du marché doit détenir tous les agréments et habilitations nécessaires à la réalisation du présent marché.

4.3.2 Obligation de résultat

Dans les circonstances normales d'exécution du marché, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations mises à sa charge.

Il garantit à la FFN la bonne réalisation des prestations demandées dans les délais impartis et dans les conditions décrites dans le CCP.

A ce titre, le Titulaire s'engage à mettre à disposition de la FFN du personnel qualifié et en nombre suffisant pour assurer un déroulé normal des prestations.

4.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire qui à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Sauf à ce que le titulaire ait également conclu un contrat de parrainage avec la FFN, il ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client » et dans les conditions suivantes :

- Absence d'usage de la référence en tant que marque pour identifier un service ;
- Absence d'utilisation de la référence pour donner une qualité plus importante à une prestation ; L'indication comme référence ne peut être effectuée que pendant la durée de vie du marché ;
- Utilisation d'un logotype conforme à la charte graphique de la Fédération et/ou des Championnats d'Europe ;
- Utilisation de la référence uniquement pour un usage de type plaquettes commerciales, sans mise en avant particulière de la référence (ex. logo plus grand que les autres) ;
- Absence de texte d'accompagnement ou autre mention sur la référence.

4.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

4.3.5 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la Fédération par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la Fédération, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la Fédération.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de la Fédération, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la Fédération au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit la Fédération contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

4.3.6 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Fédération et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Fédération et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément la FFN de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

4.3.7 Conseils

Le titulaire est également garant de la communication des informations, des conseils et de l'assistance nécessaires à la parfaite réalisation des prestations. Ces informations sont récapitulées par courriel à la FFN.

Le titulaire doit régulièrement informer la FFN de l'exécution des prestations, l'avertir de toute difficulté rencontrée dans ce cadre et proposer les solutions appropriées. En tant que professionnel, il a un devoir de conseil auprès de la FFN pendant toute la durée du marché. Ce devoir de conseil se matérialise par écrit (courriel ou courrier postal) adressé à la FFN.

ARTICLE 5 - TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités liées à l'objet du marché. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la FFN de tout changement envisagé concernant l'ajout de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché. Il est de la responsabilité du titulaire de s'assurer que le sous-traitant déclaré en cours d'exécution ne réalise pas des prestations qui ont déjà fait l'objet d'une sous-traitance.

La demande d'agrément concernant l'ajout d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché doit être effectuée avant le démarrage des prestations.

Le titulaire ou les membres d'un groupement doivent mettre en place des contrôles destinés à s'assurer que le sous-traitant n'entretient pas de lien contraire à la déontologie, que les mesures de sécurité informatique – protection des données – applicables au présent marché soient respectées et que la cession des droits de propriété intellectuelle soit assurée.

Le titulaire reste seul et unique interlocuteur de la FFN ; il est responsable des prestations réalisées par ses sous-traitants et partenaires éventuels. L'acceptation du sous traitant par la FFN et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la notification d'un acte spécial de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la FFN, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, le titulaire qui souhaite, en cours d'exécution, avoir recours à un ou des sous-traitants, remet au représentant du pouvoir adjudicateur du marché une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est envisagée,
- les conditions d'intervention du sous-traitant,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé à l'acceptation de la FFN,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant,
- le montant estimatif maximum qu'il est envisagé de sous-traiter,
- le compte à créditer.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception du formulaire DC4 pour présenter ses objections. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de la FFN. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant la FFN de l'exécution par le ou les sous-traitant(s) de ses obligations.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le pouvoir adjudicateur vérifie notamment :

- que le sous-traitant est à jour de ses obligations sociales et fiscales,
- que le sous-traitant présente des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour réaliser les prestations,
- que les prestations faisant l'objet de la sous-traitance sont prévues par le marché,
- que les prestations sous-traitées ne font pas déjà l'objet d'un acte de sous-traitance,
- que la déclaration de sous-traitance n'entraîne pas une modification substantielle de l'offre et de la candidature du titulaire.

Le titulaire qui envisage d'en sous-traiter une partie demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des délais peuvent être réduits en cas d'urgence liée à la tenue de l'événement.

7.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à La Fédération de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités du présent article.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

7.2 ADMISSION

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison

7.3 AJOURNEMENT

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

7.4 RÉFACTION

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

7.5 REJET

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;

- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation de la cellule d'organisation des CEN 2026.

Toute facture reçue par la FFN avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

ARTICLE 9 – LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de la Fédération et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir la Fédération de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de la Fédération les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;

- Informe la Fédération de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à la Fédération pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 10 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par la Fédération. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, la Fédération se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à la Fédération d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle en français.

11.2 GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à la Fédération la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 12 – RESILIATION

12.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, la Fédération peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Fédération résilie le marché.

12.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

La Fédération peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c. Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par la Fédération dans le cadre de l'article 7.1 (partie 2) ;
- d. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants ;

- e. Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 4.3.6 ;
- f. Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g. Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- j. L'utilisation des résultats par la Fédération est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- k. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- l. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux f, h, k et l du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Fédération informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

12.2 DÉCOMPTÉ DE RÉSILIATION

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire .

12.2.1 Au débit du titulaire

Le décompte de résiliation comprend au débit du titulaire :

- les sommes versées à titre d'avances, acomptes, règlements, solde.
- la valeur des moyens confiés non restitués
- la valeur des moyens pris à l'amiable
- le montant des pénalités

12.2.2 Au crédit du titulaire

Le décompte de résiliation comprend au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises (y compris les intérêt moratoires)
- les prestations fournies à la demande de l'acheteur

ARTICLE 13 - CONTENTIEUX

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite précédemment, ils privilégient le recours, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées au présent article, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.